Septième année. — N° 37. L'émancipation des Travailleurs doit être l'œuvre des Travailleurs eux-mêmes Samedi 21 septembre 1912.

LA VOIX DU PEUPLE

JOURNAL SYNDICALISTE PARAISSANT TOUS LES SAMEDIS

ORGANE DE LA FEDERATION DES UNIONS OUVRIERES DE LA SUISSE ROMANDE

RÉDACTION
55, Boulevard Carl-Vogt, 55, Genève

ABONNEMENTS
UN AN, 4 fr. — SIX MOIS, 2 fr. — ETRANGER, UN AN, 6 fr.
LE NUMÉRO : 10 CENTIMES.

ADMINISTRATION
Avenue du Simplon, 14 bis, Lausanne

LA SEMAINE

Mexique. — *Les insurgés mexicains manifestent une très grande activité. Le flibustier Madero a obtenu l'aide des écumeurs Yankees qui permettent le passage de ses troupes sur le territoire des Etats-Unis.*

Marseille. — *Moulay Hafid, ex-sultan du Maroc, s'est embarqué pour Tanger après avoir été promené plusieurs semaines comme une bête curieuse, sur l'ordre des ministres français.*

Grenoble. — *Un bataillon de chasseurs alpins et une baterie d'artillerie sont partis à destination du Maroc. Les travailleurs ne feront-ils rien pour empêcher le départ de leurs frères et de leurs enfants pour l'abattoir?*

Paris. — *Le syndicat des institutrices et instituteurs de la Seine a décidé de ne pas se dissoudre malgré l'ordre formel donné par le gouvernement.*

Le Havre. — *Lundi s'est ouvert le congrès de la C. G. T. De nombreuses questions sont à l'ordre du jour.*

Constantine. — *Rousset a été mis en liberté provisoire. Les travailleurs ne doivent cependant pas cesser leur surveillance et leurs protestations tant qu'il ne sera pas loin de l'armée.*

Saint-Ouen. — *Les policiers ont assassiné, dans un poste, un charretier qu'ils avaient arrêté quelques heures auparavant. Le préfet de police veut étouffer l'affaire.*

Argentine. — *Las des promesses faites et de la mauvaise foi des politiciens, les instituteurs viennent de ce mettre en grève. Ils demandent un traitement plus élevé, l'augmentation du personnel enseignant et des écoles.*

Barcelone. — *Les cheminots de la Catalogne ont présenté des revendications aux compagnies. Au cas où satisfaction ne leur serait pas donnée ils entreront en lutte.*

UN RAPPORT

Ce rapport est celui pour l'année 1911 de l'Union suisse des lithographes. Depuis quelque temps déjà entre nos mains, nous n'avons pu le signaler plus vite faute de temps et d'espace.

Il ne se différencie aucunement de tous les rapports que, à époques régulières, publient toutes les fédérations centralisées sous la forme d'une brochure dont l'épaisseur varie selon les faits qui se sont passés durant l'année; selon les recommandations que leurs rédacteurs jugent bon de faire à leurs mandants; selon les critiques que le comité central ou le permanent estime bon ton d'adresser à telle ou telle section ou à tel ou tel membre; selon les remerciements que l'autorité centrale croit logique de s'adresser à elle-même, et selon les chiffres que l'on pense indispensable d'aligner et d'aligner encore pour des membres qui ne les consulteraient pas, tant leur longueur est extrême, oiseuse et inutile. Le rapport de l'Union suisse des lithographes pour 1911 contient donc trente-huit pages de texte serré. Nos lecteurs n'attendent pas un long aperçu de ce rapport, notre modeste format ne le permettant pas. Pour eux, nous avons relevé quelques chiffres intéressants.

Membres. — *Caisse d'exploitation :* Recettes, 14.792 francs 74; dépenses, 11.931 fr. 41, sur lesquelles le secrétariat permanent (pour 819 membres !) émarge à lui seul pour une somme de 3729 fr. 40. Inutile d'insister sur l'éloquence de ce dernier chiffre. — *Caisse de réserve :* Recettes, 47.781 francs 45; dépenses, 3118 fr. 35. — *Caisse de chômage, viatique et déplacement :* Recettes, 19,920 fr. 47; dépenses, 8.780 fr. 05. — *Caisse de maladie :* Recettes, 55.662 fr.; dépenses, 17.161 fr. 45. — *Caisse d'invalidité :* Recettes, 65,556 fr. 97; dépenses, zéro. — *Caisse de décès :* Recettes, 11.882 fr. 05; dépenses, 1700 fr. — Fortune totale de l'Union au 31 décembre 1911 : 176,005 francs 58.

Quelques pages du rapport sont consacrées aux faits saillants qui ont vu le jour durant 1911. A la lecture d'une partie de ces pages, nous avons senti une sorte de fierté monter en nous. En effet, il ne se passe pas de semaine sans que les organes des fédérations centralisées s'évertuent à affirmer que nous n'existons pas, que notre conception du syndicalisme ne mérite nulle attention parce que prêchant dans le désert, et autres sornettes du même goût.

Tout cela n'empêche néanmoins pas que, dans leurs rapports annuels, ces mêmes fédérations s'occupent de nous avec une attention toute particulière. Alors, c'est donc que nous existons ? c'est donc que notre propagande n'est pas si stérile qu'on veut bien le dire ? Mais inutile d'ajouter qu'on ne nous sert que des phrases qui, si elles ne contiennent aucun argument, aucune réfutation, ne sont que des insultes et des niaiseries exprimées dans un français plus ou moins fédéral. Le rapport du comité central des lithographes ne pouvait déroger à cette règle. Voici textuellement le passage qu'il veut bien nous consacrer, ainsi qu'à ceux des syndiqués lithos qui n'entendent pas limiter leur rôle à payer des cotisations et à n'encaisser que des ordres :

Que nous avons des ennemis nous est prouvé par l'attention spéciale que voue constamment à notre organisation le journal anarcho-syndicaliste la *Voix du Peuple.* Exactement comme en 1908 déjà, après la nomination du secrétaire permanent, cette fois-ci aussi, à la suite de cette action directe échouée — (Il s'agit d'une décision prise par la section de Vevey sans la permission du comité central. *Réd.*) — et entreprise sans autorisation, nous avions une désorganisation complète et une dissolution apparente dans tous les coins. Nous affirmons sans crainte que ceci fut pour les instigateurs masqués le but principal, l'écartement d'un collègue qui, par hasard, devint insupportable, n'était que chose secondaire. Les auteurs de cette attitude, contraire à la discipline, de la section de Vevey et les lâches anonymes, liés avec la *Voix du Peuple,* se trouvant dans nos rangs, devraient bien avoir acquis la conviction que leur travail sournois pour ruiner l'Union suisse des lithographes soit vain. Vouloir faire du tort ou même démolir une organisation de la constitution de l'Union suisse des lithographes, c'est une tâche qui ne pourra jamais être accomplie par une poignée de blagueurs et de fanfarons. Par contre, nous croyons pouvoir assurer ceux que cela concerne, que les membres de notre fédération, à part le « *groupe borné* », sont d'accord à en finir avec la bonhomie sans pareille de notre organisation vis-à-vis d'éléments de ce genre. A notre joie, nous pouvons constater que, sous la direction du comité actuel, des conditions très normales ont apparemment pris place dans le plus bref délai.

Nos lecteurs auront beau traduire ce charabia en français, ils n'y trouveront aucun argument de nature à justifier les gros mots employés par les rédacteurs — ils ont certainement dû s'y mettre à plusieurs — du passage ci-dessus.

Que le « groupe borné » qui, faits et chiffres en mains, a mis au jour d'une façon si éloquente certains actes du permanent Greutert, ne soit pas en odeur de sainteté chez les dirigeants de l'Union, cela se comprend très aisément. Ces messieurs n'aiment pas la critique, ils veulent régner en maîtres absolus et incontestés. Mais notre « groupe borné » — comme il s'intitule à tort, tant sa clairvoyance est grande — préférerait, croyons-nous, qu'on lui oppose un démenti irréfutable à toutes ses allégations, au lieu d'injures... qui ne font que prouver la véracité de ses dires.

Quant à toi, pauvre *Voix du Peuple,* tu en as entendu et lu bien d'autres. Cela ne doit pas t'empêcher de poursuivre sans défaillance la ligne droite que tu t'es tracée. Avec une énergie toujours renouvelée, tu dois au syndicalisme de dévoiler les actes incompréhensibles de la part d'hommes qui prétendent être au service de la cause ouvrière; tu dois continuer ta propagande pour l'instauration d'un syndicalisme où l'autorité de prétentieux individus n'aura que faire; tu dois sans cesse dire aux travailleurs : « Syndiquez-vous, car ce n'est que par le syndicat, et seulement par le syndicat, que vous aurez la force nécessaire pour lutter contre vos exploiteurs; mais faites vos affaires vous-mêmes, et ne les remettez à aucun prix, sous aucun prétexte, entre les mains de quelques personnalités qui, à bref délai, deviendront vos maîtres, non seulement « apparents », mais « effectifs ».

En t'attachant à ce programme, *Voix du Peuple,* tu rendras un service énorme au syndicalisme, à la cause ouvrière, et, en plus, tu auras le plaisir de faire connaissance avec quelques échantillons du charabia permanent de ces Messieurs de Berne.

Comité Fédératif

DE LA

FÉDÉRATION DES UNIONS OUVRIÈRES

de la Suisse romande

Séance du lundi 16 septembre 1912

Mouvement. — Les menuisiers de Genève ont repris le travail sans conditions. *La place de Genève reste rigoureusement à l'interdit.* Nous invitons les journaux d'avant-garde à reproduire le présent appel.

Arrestation. — Le Comité fédératif prend connaissance d'un rapport sur l'arrestation du camarade Borghi, pour délit d'opinion. Les camarades doivent veiller à empêcher son extradition en Italie, où il a 3 ans 1/2 de prison à purger pour délit de presse.

Almanach. — Les camarades qui se sont engagés de collaborer à cette publication sont priés d'envoyer leur manuscrit dans le plus bref délai, voulant éviter cette année une parution trop tardive qui nuit nécessairement à la vente.

Prochaine séance : lundi 23 septembre.

Au sujet d'une grève

A propos de la grève des menuisiers de Genève, l'édition allemande de l'*Ouvrier sur bois* a publié les lignes qui suivent :

Si jamais une grève a démontré clairement la nécessité de la centralisation, c'est bien celle des menuisiers de Genève. Les patrons ne firent pas mine de tendre la main pour une entente. Que pouvaient faire les grévistes, sinon persévérer dans la lutte ?

Chaque syndicat doit éduquer ses membres, pour que chacun puisse soutenir une longue lutte. Mais pour cela les cotisations de famine en honneur chez les menuisiers en bâtiment à Genève — 50 centimes par mois — sont le moyen le plus borné. Avec des gens qui, avant la lutte, ne sont pas mûrs pour l'apport de sacrifices suffisants, on ne sera jamais capable d'entreprendre pour une longue durée une lutte sérieuse avec le capital. Ce sont là de vieilles vérités, mais qui pour beaucoup d'ouvriers sur bois de la Suisse romande ne furent pas encore assez ressenties. Quand une fois la grève ou le lock-out se présentent, cette compréhension est trop tardive.

C'est toujours sur la même chanterelle que l'on appuie : un syndicat non centralisé entreprend-il une grève qui ne donne pas de résultats, vite nos organes centralistes de s'écrier « Parbleu ! rien d'étonnant à cela. Comment voulez-vous vaincre le patronat sans avoir de gros sous en caisse ! Comment osez-vous espérer obtenir quelque chose si vous n'avez pas un comité central à Berne ou Zurich ! Ah ! si vous aviez été centralisés, vous n'en seriez pas arrivés à ce résultat. »

Inutile de dire que nos centralistes se gardent bien de nous parler des défaites malheureuses subies par des syndicats organisés selon la méthode qui leur est chère. Et pourtant, si on voulait en faire l'addition...

Mais la question n'est pas là. Elle est plus haute. La vérité est que les longues grèves ont fait leur temps. Et ce n'est pas avec des gros sous, et exclusivement avec des gros sous, que l'on arrivera à bout des billets de banque du patronat. La tactique doit changer. Et la plus efficace, nous semble-t-il, sera d'employer un peu cette « gymnastique révolutionnaire » tant décriée par nos paix-socialeux, et qui consiste à faire grève souvent, au moment opportun, jusqu'à ce que le patronat ait accordé ce que la logique exige.

Nos camarades menuisiers de Genève ont repris le travail sans conditions. Mais leur honneur est sauf, car ils auraient pu s'offrir une « victoire » en acceptant les quelques centimes que le patronat leur offrait — ce que n'aurait sans doute pas manqué de faire un syndicat dirigé depuis la rédaction de l'*Ouvrier sur bois.* Au lieu de cela, ils ont préféré ne pas transiger sur une question de principe qu'ils tenteront d'obtenir lorsqu'ils jugeront l'occasion propice. Et ils ont eu parfaitement raison, preuve en est la fureur qui s'est emparée des patrons menuisiers devant la décision des grévistes de reprendre le travail sans convention.

Attention !

Une fois de plus nos gouvernants nous montrent qu'ils sont les ennemis irréductibles de la liberté.

A peine Forrer avait-il dit aux journalistes que la Suisse était l'asile des proscrits et le refuge de la pensée libre, que le Conseil fédéral fait emprisonner le camarade italien Borghi. Son crime est d'avoir fait en Suisse allemande, par conséquent devant ses compatriotes, une conférence où il avait été question du militarisme et du brigandage tripolitain.

Dans le pays de Tell, la prison est la chose la plus douce pour punir un semblable crime. Borghi avait été appelé à Genève pour une conférence. Des flics l'attendaient à la gare, mais avec leur flair coutumier, ils arrêtèrent un autre voyageur en lieu et place de notre camarade. Le soir, à la sortie de la conférence, ils ne furent pas plus heureux, malgré que très nombreux. Ce n'est que le lendemain samedi 14 septembre, à 8 h. du matin, que le camarade fut arrêté chez un de nos amis, et non à 3 h. du matin chez une dame X., comme l'ont écrit les journalistes bourgeois qui insèrent sans sourciller tout ce que leur dit la police.

Le camarade Borghi doit subir en Italie près de quatre ans de prison qui lui ont été octroyés par les gens de justice de là-bas qui ont charge de venger la patrie, l'armée et tout l'ordre bourgeois.

Les travailleurs doivent veiller et se tenir prêts à intervenir pour le cas où nos autorités voudraient essayer de livrer notre camarade aux géôliers italiens. S'il n'est pas en notre pouvoir d'empêcher une expulsion, ce serait une indignité de notre part que de permettre la remise de notre camarade à l'Italie.

Le camarade Borghi est un de ceux qui, dans la péninsule italique, ont le plus combattu pour l'émancipation ouvrière. Nous ne ferons donc que notre devoir en combattant pour lui. Sa cause est d'ailleurs la nôtre et celle de tous les opprimés.

Les leçons d'une grève

(Suite.)

Nous avons répondu en partie, dans le numéro du 30 août de la *Voix du Peuple*, à un article de la *Solidarité horlogère* (24 août). Nous désirons continuer, sans violence et sans raillerie. Il n'y a rien de si violent qu'une vérité bien assénée. Allons-y donc.

Le rédacteur de la *Solidarité*, E.-P. G., reproche, on l'a vu, aux dirigeants de la récente grève des maçons à la Chaux-de-Fonds de faire des mouvements sans argent (*Sentinelle*, 17 juillet). Il se moque des caisses fédéralistes « qui sont des caisses vides ». Il compare la grève des maçons à la campagne de Russie.

Tout d'abord il nous fournit ainsi une occasion de remercier les « caisses fédéralistes » et autres qui se sont saignées pour nous : le Comité fédératif des Unions ouvrières de la Suisse romande, la Chambre syndicale internationale des maçons et manœuvres de Genève, la Syndicale, le Syndicat des tailleurs de pierre de Neuchâtel, le Syndicat des menuisiers et celui des faiseurs d'aiguilles de la Chaux-de-Fonds, l'Union syndicale. Il est impossible de remercier nominalement tous les dévoués camarades ayant retourné des listes de souscriptions de 15, 20, 30 francs. L'aide de ces amis et de ces groupements a permis de donner à manger deux fois par jour à un minimum de 60 personnes à chaque repas toute la durée de la grève à partir du mardi 16 juillet. Si E.-P. G. était venu faire un tour sur la place d'Armes, comme beaucoup de ses concitoyens, pour regarder le fonctionnement des cuisines communistes, il n'aurait rien vu qui rappelle la retraite de Russie, sauf peut-être la vénérable et loqueteuse bannière du syndicat des maçons. Des subsides en espèces ont été distribués à qui voulut bien les prendre (1 franc aux célibataires, 2 fr. aux hommes mariés contre signature de la liste de paye), mais la plupart des grévistes abandonnaient leur part pour la cuisine.

L'assemblée des maçons unanime refusa une offre *écrite* de 100 francs, faite par un commerçant de la place; il demandait trois ou quatre hommes pour un travail urgent. Les fonds n'ont jamais manqué, ni les premiers, ni les derniers jours.

E.-P. G. condamne les dirigeants de la grève. Il suspecte leur bonne foi : ils auraient trouvé le secret de faire des mouvements « sans risques ». Voyons ça.

Les deux maçons à la tête des grévistes mirent de l'air, sitôt le travail repris, entre eux et les patrons. L'un d'eux, le camarade A., établi depuis sept ans à la Tschaux, où il a des parents, se hasarda à revenir au bout d'un mois. Reconnu par un gendarme il fut fêté en prison et on lui signifia un arrêté d'expulsion du Conseil d'Etat, daté du 31 juillet, sept jours après la fin de la grève. On donnait comme motif des papiers pas en ordre. Seule l'énergique intervention de Me Löwer, avocat, fit libérer l'Italien et évita l'absurde expulsion.

Rappelons aussi le camarade P., fonctionnaire, appréhendé brutalement par les gardes communaux pour avoir adressé quelques paroles aux kroumirs du gazomètre en construction.

Rappelons tous les militants qui ont consacré aux grévistes leur temps libre ou des journées de travail, sans toucher un sou, cela va sans dire. Tous ces gens-là, pour E.-P. G., n'ont rien risqué et leur bonne foi est suspecte...

Lui, E.-P. G., est-il de bonne foi? Il conseillait au public, dans la *Sentinelle* du 17 juillet, de ne pas soutenir les grévistes : « Ni souscription, ni secours, ni entraves » (on nous pardonnera d'y revenir), et dans la *Solidarité* du 24 août il imprime : « L'Union ouvrière et la *Sentinelle* que l'on avait bafouées et vilipendées *firent simplement savoir à la population qu'ils* (sic) *n'étaient pour rien dans ce mouvement.* » Nous voulons bien croire que E.-P. F. a simplement fait un retour sur lui-même.

* * *

Et pour finir qu'on s'en souvienne : *La place de la Chaux-de-Fonds est boycottée jusqu'à nouvel avis pour les maçons et manœuvres.* Aucun tarif minimum quelconque n'est accordé par les patrons de cette ville aux saisons courtes et pluvieuses. Ils veulent être seuls maîtres de discuter les conditions de travail; ils ne sont liés par aucune convention et peuvent descendre sans limite les salaires.

R.

Le salariat

Est-ce que le salariat n'a pas tout corrompu, tout empoisonné? C'est lui qui souffle la colère et la haine, en déchaînant la lutte des classes, la longue guerre d'extermination que se livrent le capital et l'homme, dans ce confiit des égoïsmes, dans cette monstrueuse tyrannie d'un état social basé sur l'iniquité. La misère n'a pas d'autre cause, le salariat est le ferment mauvais qui engendre la faim, avec toutes ses conséquences désastreuses, le vol, le meurtre, la prostitution, l'homme et la femme déchus, rebelles, jetés hors de l'amour, lancés comme des forces perverties et destructives, au travers de la société marâtre. Et il n'y a qu'une guérison possible, l'abolition du salariat, qu'on remplacera par l'état nouveau.

Tout nous appartient, nous reprendrons tout, pour que chacun ait sa juste part de travail et de repos, de peine et de joie. Il n'y a pas d'autre solution raisonnable, l'injustice et la souffrance sont devenues trop grandes.

Le salariat dans sa forme actuelle, est condamné par tous; et rien ne le sauvera, il a fait son temps, il disparaîtra, comme a disparu autrefois l'esclavage, lorsqu'une des périodes humaines s'est accomplie, par suite de la continuelle marche en avant. Il n'est plus qu'un organisme mort, qui menace d'empoisonner le corps tout entier, et que la vie des peuples va éliminer sour peine d'une fin tragique.

EMILE ZOLA.

Faites-nous des abonnés !

Bertoni est libre

Au moment où les flics genevois emprisonnaient le camarade Borghi, dont il ne nous a pas été possible d'avoir de nouvelles, les robins zurichois faisaient ouvrir la porte de la prison de notre ami Bertoni. Il est mis en liberté provisoire car les représentants de la vindicte bourgeoise espèrent bien l'emprisonner à nouveau au nom de leur justice. Dans un supplément que nous joignons à ce numéro nous faisons un exposé complet de son affaire. Nous y reviendrons la semaine prochaine.

Pour aujourd'hui, nous ne faisons que demander à tous de se préparer pour des luttes prochaines si cela devenait nécessaire et à répandre partout le supplément de la *Voix* et le numéro spécial du *Réveil* afin de faire connaître les détails de l'infamie dont notre ami est victime.

Lire dans le prochain numéro :

Les désenchantées

Le fléau social

Avec les années, une maladie qui s'est considérablement répandue, et qui est un véritable fléau pour l'humanité, est, certes la tuberculose.

Celui qui visite la station climatérique de Leysin, dans le canton de Vaud (pour ne citer que celle-là) est frappé et profondément attristé à la vue de tous ces sanatoria, pensions, chalets qui sont remplis de malades atteints de tuberculose, soit osseuse ou pulmonaire. Les uns sont là depuis nombre de mois, pour ne pas dire d'années, car chacun sait que cette maladie est généralement de longue durée. Comptons encore tous ceux qui sont en domicile, et le nombre est grand!

Quel ravage dans l'humanité et dans la classe ouvrière surtout! C'est en outre une ruine au point de vue économique, car, combien de péres, de mères de famille, de célibataires, dépensent souvent la presque totalité de leurs économies pour soigner cette horrible maladie et même pour ne pas avoir de guérison complète au bout. Parfois, ils finissent par tomber à la charge de leur commune.

Pour éviter de telles dépenses, ne serait-il pas nécessaire et urgent même d'instituer des sanatoria populaires dans chaque canton, où les ouvriers et ouvrières y seraient soignés à prix réduits. A cet effet, la Confédération suisse ne pourrait-elle pas diminuer le budget militaire d'un à deux millions de francs par année et les destiner à la construction de sanatoria pour tuberculeux. Je crois que la neutralité de la Suisse n'en serait nullement lésée! — Au dernier congrès de la Ligue de la Paix qui eut lieu cette année à Zurich, on cita le nombre des millions que la Suisse consacre annuellement pour le militaire; il est si élevé qu'on n'ose pas le répéter! —

Ce qu'il y a de malheureux, c'est que la science n'a pas encore trouvé le remède spécifique pour guérir la tuberculose. Un docteur me disait un jour que c'était par la science que l'on arriverait à améliorer l'état social actuel! J'admire beaucoup la science, mais le jour où elle aura découvert le remède infaillible contre la tuberculose, elle aura rendu un service immense à l'humanité!

Que faut-il donc faire pour éviter si possible cette terrible maladie, puisque, lorsqu'on en est atteint il est si difficile de s'en débarrasser complétement?

Il faut en premier lieu que chaque personne observe et pratique une bonne hygiène, se procure le plus de bon air possible. Eviter le surmenage, c'est là que la journée de huit heures s'impose pour les ouvriers et ouvrières.

Pour tous ceux qui ont le malheur d'en être atteint, ils doivent veiller strictement à ne pas la répandre autour d'eux, éviter tout ce qui a trait à la contagion et surtout ne jamais contracter de mariage avant d'être sûrs de la guérison complète.

Certainement ainsi on arrivera à diminuer le nombre des tuberculeux, ce qui serait fort à désirer.

LIBERTA.

Le lait va-t-il baisser ?

On se souvient de l'impression profonde causée dans les milieux ouvriers, il y a un an, par suite de la hausse très sensible du prix du lait. Dans certaines localttés, on songea à résister; malheureusement, ce ne fut qu'un songe. A Genève, le boycott du lait fut décrété; il ne donna pas les résultats que l'on était en droit d'attendre. La masse, toujours partisan du moindre effort, ne fit rien ou presque rien, heureuse qu'elle fut de justifier son attitude par l'assertion répandue par les intéressés que la hausse était due au manque absolu du lait et que l'on ne pouvait absolument rien contre cette fatalité. Or rien n'était plus faux. Le lait ne manquait nullement. Il avait été tout simplement été accaparé par de véreux spéculateurs. Et il avait été tellement accaparé qu'aujourd'hui on ne sait qu'en faire. Preuve en est les lignes suivantes que l'on a pu lire dans la presse bourgeoise :

« La crise dans la vente du lait se confirme, elle se fait sentir dans plusieurs régions de la Suisse.

« La crise s'est d'abord produite à Mulhouse et a étendu ses effets jusqu'à Bâle et dans le Jura bernois. Plusieurs marchands en gros de Mulhouse avaient contracté des achats de lait considérables dans tout le pays d'alentour, et on en dirigea sur cette grande ville industrielle de telles quantités qu'il ne put se vendre. Conséquences : dès maintenant les prix ont beaucoup baissé, et plus tard, dit-on, lorsque les contrats actuels seront expirés, ils ne seront pas renouvelés.

« D'autre part, ce ne sont plus seulement les fromageries, mais aussi les condenseries qui ne parviennent plus à utiliser tout le lait qui leur est offert. On annonce que la maison Nestlé Anglo-Swiss, de Vevey, qui a d'importantes fabriques à Guin, à Neuenegg, à Payerne, a avisé plusieurs sociétés de laiterie des cantons de Fribourg et Vaud qu'elle ne sera plus acheteur de leur lait à partir du 1er novembre 1912, vu qu'elle en a trop. Il s'agirait des sociétés de laiterie supplémentaires, au nombre de 90 à 100.

« Une baisse du prix du lait paraît donc inévitable. »

Une baisse du prix du lait paraît donc inévitable? Ne nous réjouissons pas trop. Quand il est ainsi prouvé que des salopiauds, dans un but de spéculation véreuse, accaparent de cette façon un produit de première nécessité pour l'alimentation du peuple, on peut bien douter qu'ils prennent une mesure apte à ramener à un prix plus raisonnable le liquide indispensable aux familles ouvrières.

Comme Thomas, quand nous verrons nous croirons.

Au Val de Travers.

L'année passée, une société de musique du vallon avait organisé une kermesse. Ces sortes de fêtes ont généralement lieu un dimanche, mais ce jour était un de ces dimanches où bigots et bigottes s'en vont à la file indienne tremper leurs lèvres dans la piquette sacerdotale; le pasteur ayant protesté, cette année la fête eut lieu un dimanche ordinaire.

Cela montre l'influence qu'ont encore les hommes noirs à la campagne; mais il y a mieux :

Dimanche passé jour de communion également à Buttes, il y avait fête champêtre organisée par le chœur de l'église, et pour arranger tout le monde on renvoie la communion. Reste à savoir si cela arrangeait le Père Eternel..

Autre chose encore. A Môtiers, la clientèle du temple se divise en nationaux et en indépendants et lors de la lutte pour la séparation (de l'Eglise et de l'Etat) les indépendants ont passablement fait montre de leurs principes, mais voilà, pour ces gens, l'argent peut aussi être cause d'inconséquences; cette année, ils ont demandé au Conseil général, et cela a été accordé, que la Commune paye leur sonneur. Donc pour 70 francs par an, ces individus font une rude entorse à leur principe d'indépen-

dance envers les pouvoirs publics. Drôle de mentalité quand même!

Pour finir, voici une aventure arrivée à un brave gendarme. Au village, l'instituteur, le pasteur et le gendarme, sont pour beaucoup les personnages importants de l'endroit: ce dernier peut être nn bon type (comme on dit) quand il ne tarabuste ni les vélos, ni les voitures, et mauvais s'il fait du zèle. Il y a quelque temps, dans un village du haut vallon, un de ces verreux a mis deux voituriers en contravention, l'un pour une lanterne, l'autre parce qu'il n'avait pas les guides en mains, soit 2 francs à chaque.

Un peu plus tard notre pandore étant descendu au vallon rencontra une de ses victimes, de sa plus douce voix notre flic demande de monter sur sa voiture, l'autre accepte gentiment et tout va bien jusqu'au moment de la séparation, quand aux remerciements du gendarme, le voiturier répond: Pas tant de paroles, vous m'avez demandé de monter, maintenant payez, c'est 2 francs. Ensuite vint le tour de l'autre voiturier qui lui aussi eût l'occasion de rendre à notre cogne à peu près le même service et pour le même prix.

Et ce même gendarme (un Dubois) fait encore du zèle, il faut qu'il soit bien méchant ou bien bête ou tous les deux.

Notre réunion

De nombreux camarades sont venus dimanche à Renens. Les délegués de diverses localités ont fait connaître les dispositions prises pour venir en aide à Bertoni et entraver l'action scélérate de nos dirigeants. La mise en liberté ne fait que suspendre l'agitation qui reprendra si les circonstances l'exigent.

La situation de l'imprimerie à été examinée. Après une longue discussion le comité fédératif a été invité à exercer un contôle effectif conformément aux statuts. Les ouvriers de l'imprimerie auront également toutes les semaines une réunion où sera examinée la situation. Il est fait un nouveau appel pour que tous ceux qui doivent à l'imprimerie s'acquittent, ce n'est qu'à cette condition que la marche pourra être normale.

Ils s'occupent de nous.

Qui « ils »? Les bourgeois, parbleu! Est-il nécessaire d'énumérer toutes les associations nationales et internationales uniquement composées de bourgeois, flanquées de prétendus « ouvriers » pour montrer combien nos maîtres sont soucieux de la situation des travailleurs? Point n'est besoin, car il y a longtemps déjà que l'on en est convaincu.

Ces jours derniers s'est tenu à Zurich, le congrès de l'Association internationale pour la protection des travailleurs, auquel assistait le nec plus ultra de la bourgeoisie de presque tous les pays. C'est dire que notre cause est universellement soutenue. Et qu'ont fait ces congressistes? Ma foi, ils ont voté des vœux. Habitués à lever la main dans les Parlements — car la plupart étaient des législateurs — ils pouvaient bien la lever également, et sans que cela leur coûte, dans une salle de la bonne ville de Zurich. Voyons ces vœux, les plus importants du moins:

« L'assemblée propose aux sections régionales de soumettre à leurs gouvernements respectifs des projets de loi demandant que le paiement des salaires ne soit pas effectué en nature ni en bons. La perception d'amendes pour travail défectueux ne devra pas non plus être tolérée et les ouvriers devront recevoir gratuitement le matériel nécessaire à leurs travaux. En outre, il sera demandé aux gouvernements que dans les exploitations à travail permanent, la durée de travail ne soit pas étendue au-delà de huit heures. Les sections devront constituer des comités pour la protection du travail des enfants. Les travailleurs à domicile devront être autorisés à s'organiser en syndicats et à conclure des traités de tarifs. Il sera, en outre, demandé l'institution d'offices de salaires, dans lesquels les patrons et les ouvriers seront représentés en nombre égal. Une statistique sur la durée du travail, le repos de la nuit et le congé des ouvriers des entreprises de chemins de fer et sur les accidents sera établie ».

Vœux superbes, en effet. Et comme nous comprenons la valeur de ces congrès! Il n'y a pas, c'est d'eux que sortira notre émancipation. Le tout est d'avoir de la patience, beaucoup de patience, car, ne l'oublions pas, ces congressistes sont à peu près les mêmes qui, lors de la discussion d'une loi ouvrière, s'acharnent avec le plus d'ardeur pour combattre tout principe favorable aux travailleurs. Fumistes, va!

Faire la grève

La voilà terminée à la satisfaction des hésitants, cachant leur frousse derrière des arguments sans valeur: manque de tact pour la déclaration de la dite, trop de précipitation, que sais-je encore. Il est de fait que si chacun attend que le voisin commence, et étant donné que celui-ci accouche d'une même réflexion, il s'ensuit que personne ne bouge.

De la théorie aux actes, le pas est grand pour quelques-uns. Faire la grève ne consiste pas qu'à la voter; il faut être démonstratif. Il est vrai qu'il en coûte parfois, ce qui n'est pas le cas pour ceux qui ont profité de ce petit chômage pour aller à la pêche ou ailleurs, laissant ainsi leurs camarades en lutte avec les chiens de garde du capital, oubliant que c'était une grève de protestation pour un des nôtres, une mise en pratique de cette fameuse devise: *Un pour tous, tous pour un.* Il faut agir consciemment, sans faiblesse et sans reculade; nous ne devons plus être des résignés, la résignation étant la vertu des poires.

Alexis Lavanchy.

Paradoxe ou vérité?

Peiner sans trêve, travailler pour un morceau de pain pas toujours assuré, être constamment à la merci d'un patronat naturellement égoïste, s'agiter stérilement dans la vie ainsi que l'écureuil dans sa cage, contempler avec tristesse l'atellier, l'usine, la manufacture ou le bureau, jouir de la police, de la magistrature et de l'armée, tel n'est pas le sort le plus beau, le plus digne d'envie. Et pourtant de ce sort la majorité est satisfaite. Désespérante majorité!

Table maigrement servie, habitat sans confort, promiscuité domestique ou sociale, compagnes asservies et dolentes, enfants mal instruits, joies parcimonieuses et non choisies et opulentes, turpitudes du *Salariat*, infamies du capital, voilà le lot du prolétariat.

Ici, la pauvreté avec ses tristesses, ses angoisses: là, la richesse impudente et glorieuse.

A quelle cause attribuer l'équilibre d'un édifice économique et moral si *contrastant?* Aux aveugles qui diraient: « Ce monde, c'est l'harmonie sociale; ne l'ébranlons pas par l'apport de matériaux plus homogènes, plus durables; la société actuelle est aussi parfaite que possible. L'égalité de fait, c'est-à-dire l'abolition de la pauvreté, est une chimère. » Que répondrions-nous à ces philosophes atteints de cécité? Rien, pardine, puisque les misérables, les miséreux s'accommodent à merveille de la servitude matérielle et intellectuelle.

L'homme, croit-on, est un *animal raisonnable, un roseau pensant. roseau par la fragilité physique, pensant par l'intelgence.* Il n'y paraît guère.

L'homme vaut moins que l'animal. Celuici a des crocs, des griffes pour se défendre. L'homme, lorsque la bourgeoisie l'affame, l'emprisonne ou le fusille, *baise au front l'accapareur, implore le chat-fourré d'hermine* et crie: « Vive l'armée! »

Une civilisation menteuse et pourrie a dégradé et corrompu l'homme.

Si nous laissons l'homme aux prises avec ses erreurs, ses préjugé; si l'homme reste *idolâtre* au seuil du *20 siècle* comme il l'était il y a des centaines d'ans, l'*Etat et l'Eglise* en feront un ilote complet, un esclave insauvable.

Antoine Antignac.

CHOSES D'ITALIE

Les faits importants de la quinzaine sont: la grève générale des travailleurs du marbre à Carrara, l'agitation des infirmiers à Rome et des automobilistes à Turin. La reprise de l'agitation chez les mineurs de l'île d'Elbe et tant d'autres mouvements plus ou moins importants.

A Carrara, les travailleurs ont obtenu complète satisfaction. La grève avait été décidée par la Chambre du Travail en signe de protestation contre la municipalité. Cette dernière, par disposition gouvernementale, est autorisée à frapper d'une taxe tous les marbres destinés à l'exportation. C'est 700,000 francs d'encaissés chaque année.

Cela allait permettre de distribuer quelques sous aux vieux travailleurs. En vérité, d'après le projet municipal, il fallait avoir 60 ans et avoir travaillé 45 ans dans les carrières pour toucher 27 centimes par jour. C'était une moquerie. L'âme révolutionnaire des marbriers de Carrara s'est révoltée contre pareille offense et en lâchant le burin une semaine durant, nos camarades ont contraint leurs maîtres à pactiser.

Rome. — Le prolétariat de la capitale, solidaire avec le personnel des hôpitaux et des cliniques en butte à toutes sortes de canailleries de la part du commendatore Gaeri, a organisé un splendide cortège de protestation. Résultat: Gaeri, le directeur autocrate, est licencié.

Le dimanche 1er septembre, le prolétariat anarchiste-révolutionnaire de Rome avait organisé un cortège d'honneur à l'occasion de la venue des cendres du compagnon Filipo Troya qui, dans la guerre turco-grecque en 1839, s'était engagé avec les républicains italiens qui étaient partis au secours de la Grèce menacée. Il fut tué à Zaverda. Le conducteur du char funèbre intimidé par la police voulut esquiver le cortège populaire en enfilant à grand trot l'avenue Princesse-Margueritte. Mal lui en prit. La foule indignée le rejoignit et dans sa fureur mit en miette le char, n'épargnant que l'urne funéraire qui fut portée au milieu de mille réclamations au cimetière. La police, qui voulait confisquer la bannière du groupe Ferrer, fut reçue à coups de bâtons.

Turin. — Le patronat des grandes fabriques d'automobiles, furieux du progrès du syndicalisme ouvrier, cherche par mille mesures vexatoires de l'étouffer. Heureusement qu'à Turin l'heure des tâtonnements est passée. Dans un meeting organisé au Teatro torinese on s'est promis de reprendre l'agitation plus énergique que jamais.

Ile d'Elbe. — Par suite du licenciement de quatre mineurs la grève générale a éclaté à Rio-Elba et Marina. On exige l'éloignement du directeur général Mellini.

LE COUT D'UNE GUERRE

D'une statistique publiée par les soins du gouvernement japonais, il ressort que les pertes de l'armée japonaise ont été — en dehors des pertes subies pendant le siège de Port-Arthur — de 130.086 hommes, dont 20,014 morts, y compris 1091 officiers. Ces chiffres se répartissent sur six combats. La bataille de Moukden, qui n'a pas duré moins de vingt-deux jours, a coûté aux Japonais 16,404 morts et 53,655 blessés. La bataille la plus meurtrière après Moukden fut celle de Liao-Yang où les Japonais ont eu 23.711 morts ou blessés.

Le siège de Port-Arthur, du 28 juillet au 26 décembre, a coûté aux Japonais 42.085 hommes morts ou blessés, dont 1628 officiers.

Quelle dépense de chair humaine? Que sont les Bonnot et les Garnier à côté des gouvernants qui font accomplir de telles hécatombes au profit du monstre le Capital? Presque des humanitaires.

Demandez que les travaux d'impression de vos organisations et groupements soient confiés à l'IMPRIMERIE DES UNIONS OUVRIERES, à base communiste, Lausanne. (Journée de huit heures.)

Régularisons nos repas

A la base de l'hygiène alimentaire, il faut se rappeler que l'appareil digestif n'est pas destiné, comme l'appareil circulatoire, à un travail continu; de là une nécessité de procurer à l'estomac un temps de repos. Et si l'on tient compte que la digestion demande plusieurs heures pour s'accomplir, on voit qu'il est indispensable de placer de longs intervalles entre chaque repas, six ou sept heures, par exemple. Ceci posé, et par simple voie de déduction, il ne faudra donc pas dépasser le nombre de trois repas par jour, qui seront pris á des heures rigoureusement fixes.

Cette détermination précise et régulière de l'heure des repas a une importance capitale, car c'est l'unique moyen d'assurer à l'estomac et aux organes connexes un fonctionnement normal, avec des alternatives équilibrées de travail et de repos.

Des camarades s'écrieront: « Mais nous observons tout cela! » Eh, oui, mais ne nous emballons pas. Nombre de gens font de l'hygiène comme M. Jourdain faisait de la prose: sans le savoir. Et cela conduit aux pires anomalies.

Evidemment le travail chez l'employeur oblige l'ouvrier à prendre ses repas à heure fixe. Mais observons un peu, je vous prie.

Dans les industries saisonnières, ou, d'une manière plus générale, chaque fois qu'il y a chômage, combien d'ouvriers, « pour passer le temps », casseront la croûte à dix heures et à quatre heures. Combien d'autres encore pratiquent cette coutume « sur le tas », en des conditions d'hygiène déplorables.

Et la régularité n'est pas toujours aussi inflexible qu'on le suppose. Le dimanche, les jours de fête, on s'attardera dehors ou à l'apéritif, au préjudice du repas... et de l'harmonie conjugale; on aggravera cette exception l'après-midi par l'absurde et onéreuse collation à la campagne, qui ne répond a aucun besoin réel, surtout si l'on n'a pas l'habitude de manger à cette heure les autres jours, coutume d'autant plus fâcheuse que, soit dit en passant, son existence influe sur les relations économiques.

Il faut donc, si vraiment, en amis du progrès, on veut battre en brèche la sainte routine, adopter d'une manière absolue cette régularité des repas.

Avec cela, si vous prenez bien votre temps c'est-à-dire si vous mâchez longuement les aliments; si vous rejetez toute préoccupation intempestive de l'esprit; si vous n'engloutissez pas des quantités de nourriture au point d'être congestionné en vous levant de table; si vous ne buvez pas trop, et c'est peut-être le défaut le plus général; si vous avez soin de varier votre nourriture afin d'éviter l'abus de la viande et des substances è peu près nulles comme valeur alimentaire; si vous n'entreprenez pas un travail violent immédiatement après avoir mangé, soyez tranquilles, ces simples et sages conseils vous éviteront nombre de maladies.

Maisons à l'index

Ebénistes, menuisiers, machinistes: Lachen (Stähli); Wädenswil (Leimgruebler), Uster (Vögeli); Aarau (Wehrnli); Schaffhouse (Sender).

Tapissiers: St-Gall.

Vitriers: Zurich (Kiefer).

Charrons: Lausanne (Borgatta et fils); Genève.

Parqueteurs: Genève (Christen).

Couvreurs: Hérisau; Zurich.

Ferblantiers en fabrique: Genève.

Mécaniciens: La Chaux-de-Fonds (ateliers R. A. Lienhard, Paul Mosimann fils, Charles Dubois, Steiner et Bourquin, Henri Blattner).

Métallurgistes: Schaffhouse (fabrique de voitures d'enfants Sender); Kriens (Bell et Cie).

Monteurs-électriciens: Zurich: atelier H. Faber.

Serruriers: Zurich et environs.

Typographes: Genève (*Tribune*, Pfeffer, Soullier, Escoffier); Fontaines (Bourgeois); Lausanne (Marmillon); Estavayer (Butty); Porrentruy (*Le Pays*); Moudon (Kretz); Saint-Maurice (St-Augustin); Imprimerie du Noirmont; Payerne (Thenthorey frères); Rolle (Graf).

Relieurs: Neuchâtel (Delachaux et Niestlé).

Demandez partout LA SYNDICALE

Acheter la „ Tribune de Genève “, c'est trahir la classe ouvrière

DANS LES ORGANISATIONS

GENEVE

Chez les musiciens.

En 1911, la population genevoise se plaignait avec justice de l'insuffisance de l'orchestre de Luna-Park. Elle attendait avec impatience la réouverture de l'établissement pour se délecter — enfin ! — aux rythmes de la bande de « professeurs » que le programme de 1912 annonçait par voie d'affiches. Il est venu ce jour trois fois heureux où, dans une redingote flamboyante, la baguette haute et l'abdomen proéminent, le maëstro A. Lévy, fils d'Abraham et neveu du Josué qui arrêta le soleil (excusez du peu !) a donné le signal de l'attaque. Quatre mois se sont passés depuis au cours desquels les auditeurs trémébonds ont ouï cent fois la *Veuve joyeuse*, cent fois *Rêve de Valse*, cent fois la *Divorcée*, deux cents fois environ certaine ouverture intitulée : *Maritana*, et autant de fois le *Trouvère* et la *Traviata*, sans compter les immondes rogatons de café-concert dénommés valses, polkas ou Bostons canadiens (pourquoi canadien ?) dont le Colonne du Luna-Park encadrait ces œuvres augustes ! Et nous jurons que nos chiffres ne sont point exagérés.

Ces *sonates*, le maître des maîtres, fils d'Abraham et cousin d'Hézéchiel, les versa gravement dans l'oreille des spectateurs épouvantés, et le résultat ne se fit pas attendre.

Quand je dis le maître « les versa », c'est une façon de parler. Il fit verser — et comment !!! — par son second chef. Car cet Illustre entre les Illustres, cet Infaillible qui *nageait*, si nous osons nous exprimer ainsi, dans une sélection sur Sigurd, paraissait ultra-rarement, rarissiment, à l'orchestre... Il travaillait neuf heures et demie par semaine, — sans plus... Les jeudis et dimanches, jours fériés, il se reposait du labeur opiniâtre en fumant de gros cigares, dans un fauteuil d'osier !

Mais n'allez pas croire que la *betite gommerce* en marchait moins mal pour cela. Ce youpin ventripote qui avait engagé ses musiciens à des salaires de famine (d'où l'insuffisance flagrante de la plupart d'entre eux) et qui touchait pour son orchestre la somme rondelette de trois mille cent francs par quinzaine, se retire avec un bénéfice personnel d'environ six mille cinq cents francs. Six mille cinq cents francs pour neuf heures et demie de travail par semaine, avouez qu'elle est brune !!! Qu'en pense l'administration du Luna-Park ? Ses capitaux étaient en bonnes mains, n'est-ce pas ?

A quand le coup de balai qui débarrassera de la lèpre sémite le premier établissement d'été de Genève, et nous rendra les nobles auditions musicales d'antan, sous la direction d'un chef consciencieux et autorisé comme l'était M. Barrau ?

Espérons qu'il est déjà donné, ce coup de balai ! Et réjouissons-nous ensemble !

Deux musiciens.

Pour le „ Réveil “

Samedi dernier a eu lieu, à la Maison du Peuple, la soirée annoncée au bénéfice au « *Réveil* ». C'est devant une salle comble qu'ont été données les productions très réussies des Enfants de la Libre Pensée et d'un groupe d'amateurs Au cours de la soirée, le camarade Wintsch a fait une causerie sur la Réaction en Suisse. S'appuyant sur des faits nombreux et indiscutes, Wintsch a montré ce qu'il fallait penser de la légendaire hospitalité halvétique derrière laquelle se dissimule le plus âpre esprit de réaction contre tout ce qui est nouveau, contre tout ce qui est beau. Une fois encore, il a dénoncé le guet-apens qu'est pour les proscrits la renommée officielle qu'a la Suisse de large et généreux accueil.

Il a adressé un ardent appel pour que se lèvent les opprimés contre la puissance dominatrice qui voudrait empêcher le temps de faire son œuvre et retenir le progrès dans les tréfonds obscurs du passé.

Parlant des hommes de valeur qui de tous temps sont tombés sous les coups de la réaction, il dit tout ce que l'humanité doit à ces énergiques dont l'œuvre a vécu bien au-delà de leur mort.

Après sa causerie, le camarade Wintsch a donné quelques détails sur le sort qui attendait Bertoni lequel risque d'écoper durement. A cet instant je n'eus pas donné quatre sous de la peau de l'impérial Kouennauer, s'il se fût trouvé à la Maison du Peuple.

Conférence

Mardi 24 septembre, à la Maison du Peuple, conférence en italien. Sujet : Syndicalisme et mouvement politique en Italie, par Angelo Faggi.

Que les camarades viennent nombreux.

Assemblée de délégués

Vendredi a eu lieu l'assemblée des délégués de syndicats. A l'ordre du jour figurait la question Bertoni.

Après un exposé de la situation, la majorité de l'assemblée s'est prononcée pour une action énergique au cas où la détention de notre ami se prolongerait.

Chez les menuisiers

Les ouvriers menuisiers ont recommencé le travail sans conditions. Les patrons font présenter des conventions particulières dans lesquelles est mentionné le travail aux pièces et il n'y a pas moyen de s'embaucher sans signer. Les ouvriers les signent à contre-cœur ; par conséquent la Chambre syndicale les déclarera nulles et le mouvement sera repris lorsqu'ils le jugeront bon.

Un grand patron de la place qui menaçait de démissionner de la Chambre syndicale patronale et s'arranger directement avec ses ouvriers, fut entouré d'une bande d'exploiteurs pour l'en empêcher et les nommés Cartier (route de Frontenex) et Ody (Grand Pré), offrirent de reprendre le travail de ce patron pour le faire chez eux aux pièces. D'autre part, un grand patron de Lausanne lui a offert de faire le travail chez lui. Avis aux ouvriers de Lausanne.

La place de Genève reste donc rigoureusement à l'interdit.

Les ateliers Cartier (route de Frontenex) et Ody (Grand Pré) sont à l'index, ces deux patrons étant la cause de la durée du conflit.

Un peu de silence, s. v. p.

Un camarade qui a assisté samedi à la soirée organisée en faveur du *Réveil*, nous pris d'attirer l'attention de quelques assistants qui, sans souci de leurs voisins, entretinrent des conversations à haute voix, empêchant ainsi les auditeurs de jouir comme ils auraient voulu de la soirée. Il serait bon, à l'avenir, que chacun prenne à cœur de comprendre qu'il y a des circonstances où le silence est d'or.

Des gens qui ne se gênent plus

Vraiment, les bourgeois qui sont à la tête de l'Association des intérêts de Genève croient que c'est arrivé. Parce qu'ils organisent des fêtes de nuit à l'intention des habitués de nos lupanars, parce qu'ils passent leur temps à inventer des distractions pour les congressistes qui tiennent leurs assises ici, ils se croient en ville conquise. Minute, messieurs, pas si vite !

L'embarcation illuminée : *Boycottez la « Tribune »*, promenée dans la rade lors de la fête de nuit du 21 août, n'a pas eu le don de leur plaire. Est-ce parce qu'elle a jeté un « froid » sur les gens de la haute qui étaient venus là pour s'extasier ? Ou est-ce parce que ces messieurs de l'Association ont des actions du torchon de la rue Bartholoni ?

Toujours est-il qu'ils ont fait enquêter par la police à tout faire afin de connaître les noms des camarades qui montaient l'embarcation. Dans quel but ? Leur demander des dommages-intérêts ? Si oui, prière de passer à la caisse avant sa fermeture... qui varie selon les jours. Et quant aux noms des « bateliers » du 21 août, pour les connaître, ces messieurs n'ont qu'à venir à une séance des délégués de la Fédération des Syndicats ouvriers, où on leur apprendra en outre si la rade est leur propriété exclusive.

YVERDON

Fantaisie de lieutenant.

Il y a des blanc-becs, fils de bourgeois naturellement, qui, au servio, en prennent vraiment à leur aise, et voudraient mettre en honneur chez nous les procédés des soudards prussiens. Il est vrai que nos traineurs de sabre, quoique n'étant pas d'outre-Rhin, s'entendent à merveille pour prendre le pioupiou pour leur chose. Voici un fait typique qui s'est passé ici, à Yverdon.

Dans un grand café se trouve à jun table, sise derrière l'entrée de la salle, un simple soldat faisant très paisiblement sa correspondance. Comme celui-ci ne possédait pas, hélas ! des yeux au..... dos, il ne put apercevoir un jeune lieutenant médecin qui entrait dans l'établissement. De ce fait-là, il se fait brusquement interpeller en français *teutonique*. « Pourquoi vous ne vous levez pas quand un supérieur entre ? » Stupéfaction du troupier qui, faisant quelques lettres à ses parents et qui, comme tout homme sensé, ne pouvait pas accomplir deux choses à la fois, n'avait pas aperçu le lieutenant.

Notre troupier eût été bien inspiré en montrant son derrière au lieutenant pour bien lui prouver que cet endroit délicat était borgne.

RENENS

Les lâches

A l'occasion du meeting de protestation contre l'arrestation du camarade Bertoni, le tenancier de la salle, ex-ouvrier menuisier, aujourd'hui marchand de soupe, ne trouva rien de mieux que de renseigner la police sur les organisateurs du meeting. De ce fait, deux de nos camarades furent plus ou moins inquiétés par les dignes soutiens des bandits capitalistes.

Un fait heureux à constater, c'est que depuis ce jour la clientèle ouvrière et principalement ses compatriotes cessèrent d'aller l'enrichir et nous souhaitons ardemment qu'un jour vienne où ce renégat ouvrier n'aura plus personne que les policiers de Renens et environs comme consommateurs, et comme ces messieurs connaissent le secret pour se faire abreuver à l'œil, il est fort probable qu'il fermera vivement sa boîte.

Camarades ouvriers, boycottez le Café du Mont-Blanc.

VEVEY

Nouveau scandale policier.

Le dernier numéro de la *Voix* a nanti ses lecteurs qu'un meeting de protestation contre la détention de Bertoni avait eu lieu à la Brasserie du Collège.

Un ordre du jour fut accepté, disant que les travailleurs présents décident d'user de tous les moyens pour arracher de nos *Torquemada* leurs victimes.

Hélas ! ce mot sinistre de *Torquemada* n'était en rien exagéré, car quelques heures après, une tragédie, ourdie par la police, devait une fois de plus en affirmer le terme. Au début du meeting, une sale « mouche » ayant voulu pénétrer dans la salle, la porte lui fut poliment fermée au nez. Puis le camarade Fonio Calisto ouvrit la discussion. Entre parenthèse, Calisto est un beau mâle à la figure franche et honnête, et tous ceux qui ont pû l'approcher ont apprécié sa bonne nature et ses qualités de travailleur conscient.

Mais notre mouchard ne se tint pas pour battu et voulut une vengeance et, quoique le camarade Calisto ne fut pour rien dans l'affaire de la mouche, il fut choisi comme victime.

Vers les 10 h. 1/2 du soir, alors que Calisto se divertissait en compagnie, dans le café de la Grenette, un agent en civil vint lui intimer l'ordre de s'arrêter. Notre ami envoya simplement cet intrus à la balançoire, et cela suffft pour déclancher le complot policier. Dix minutes plus tard, l'établissement était cerné par un bon nombre de policiers, sabres au clair. et qui arrêtèrent sans autre notre ami. Les témoins de cette scène suivirent le groupe jusqu'au poste de police en protestant contre cette nouvelle arrestation arbitraire. Alors se passa quelque chose d'horrible. Tous les volets du poste ayant été clos, la flicaille procéda avec tous les raffinements que leur profession leur enseigne au passage à tabac de notre camarade.

Ce dut être une chose atroce, car pendant près de trois quarts d'heure, Calisto poussa des cris déchirants. Cela mit en émoi tout le quartier, et c'est pas peu dire pour qui connaît l'emplacement du poste de police.

Alors bon nombre d'assistants durent se retirer, malades qu'ils étaient d'assister impuissant à tant de cruautés, car malgré les cris affreux de Calisto criant : « Pardon, assez, j'en ai assez, assez », les flics ne cessèrent que par fatigue, alors que leur victime râlait.

Après bien des démarches, la sœur de la victime, accompagnée d'une amie, put voir Calisto dans sa prison, mercredi matin. Mais elles ne purent retenir leurs larmes en ne voyant devant elles, au lieu du beau gars qu'elles connaissaient, qu'une loque humaine, pâle, ne pouvant marcher ni causer, et elles ne purent s'entretenir avec lui.

Inutile d'insister sur le sort que nos gouvernants réservent à notre camarade. Mais cela sera-t-il dit que de pareils faits, ajoutés à tant d'autres, pourront toujours se passer impunément ? C'est ce que l'avenir nous apprendra.

En attendant, ouvriers, producteurs de toutes nations et de toutes races, joignons nos efforts et dans un élan de révolte sublime, balayons à jamais nos tyrans et Torquemada de tout acabit et de tout poil, car ce n'est qu'à ce prix que nous pourrons vivre enfin sans l'horrible cauchemar des tortures morales et physiques que nous devons subir.

JEANLAHAINE.

BERNE

Une conférence.

Le dimanche 15 septembre, a eu lieu, dans la grande salle de la Maison du Peuple, une conférence en langue italienne organisée par l'Etude sociale.

L'orateur, le camarade Angelo Faggi, de Lugano, a, devant un auditoire très nombreux, en premier lieu fait ressortir que le bulletin du vote pour la classe ouvrière était nuisible, puis causa longuement de tous les condamnés politiques en particulier des camarades Ettor, Giovanitti emprisonnés en Amérique et de Bertoni, incarcéré à Zurich pour une cause que même Kronauer, l'auteur de son arrestation, ne peut éclairer.

Pour terminer, l'orateur a déclaré, que, au cas où les camarades Ettor et Giovanitti venaient à être condamnés, le devoir de chaque groupement ouvrier et de chaque camarade était d'organiser des manifestations et d'aller protester devant les fenêtres du consulat d'Amérique de chaque ville.

Comme protestation pour le camarade Bertoni, il a déclaré que la meilleure démonstration en sa faveur était la grève générale.

« Frère flic ».

Mardi de la semaine dernière, à 6 1|2 heures du soir, on pouvait observer une scène odieuse commise sur une personne âgée par un flic de la police bernoise, que celui-ci conduisait au violon. La population qui en était témoin était indignée sur la grossièreté dont employait ce policemen pour incarcérer ce pauvre homme (portefaix ou décrotteur).

« Frère flic » est bien partout le même : brute et lâche.

BIBLIOGRAPHIE

Il sera fait un compte-rendu de tout ouvrage envoyé à la rédaction.

La Vie Ouvrière, revue bi-mensuelle. — Sommaire du N° 71 : La dissolution des syndicats d'instituteurs ; Le congrès de Chambéry ; La grève des tisseurs de Lawrence ; La quinzaine sociale ; Notes et documents : Les prochains congrès.

Abonnement 12 francs par an. Administration, 96, quai Jemmages, Paris X.

Ne lisez, n'achetez plus la « Tribune de Genève » ;

Ne fréquentez plus les établissements, les magasins, les salons de coiffure où elle est en vente ou en lecture ;

Abstenez-vous de tout achat dans les maisons de commerce qui s'en servent pour leur publicité.

Lausanne.— Imprimerie des Unions ouvrières à base communiste (journée de huit heures).

A. AMIGUET, éditeur responsable.